

Plus que la simple survie pour les cultivateurs de maïs en Colombie

Le petit exploitant de Caqueza en Colombie cultive principalement le maïs pour nourrir sa famille: il ne vend, le cas échéant, que les excédents. Il voudrait améliorer le rendement de sa terre en essayant de nouvelles méthodes mais il faudrait acheter de l'engrais, de l'insecticide et de nouvelles semences. Il ne dispose d'aucun capital, le crédit est cher car les quelque cent dollars dont il a besoin pourraient lui coûter

jusqu'à 59 pour cent en intérêts. En cas d'échec il se retrouvera endetté et ne pourra nourrir sa famille. Il s'en tient par conséquent aux méthodes archaïques. Il sait que sa terre pourrait produire deux ou même trois fois plus de maïs mais il n'ose pas se risquer. C'est ainsi qu'il garantit au moins sa survie.

L'an dernier, l'Institut Colombien d'Agriculture (ICA) a

essayé de mettre fin à ce cercle vicieux en lançant un programme de participation aux bénéfices pour le maïs, destiné aux agriculteurs à faibles revenus de la région de Caqueza. Les connaissances de son personnel sur place, la collaboration de la coopérative agricole administrée par l'ICA et un "fonds de réserve" versé par le CRDI ont permis à l'Institut de réaliser un programme auquel participèrent 27 producteurs.

Chaque cultivateur a versé \$10 d'inscription et a reçu gratuitement les semences, l'engrais, l'insecticide et les conseils. En contrepartie, chacun accepta de pratiquer intégralement les "méthodes culturales" du projet ainsi que de donner au programme la moitié du rendement dépassant 800 kilos à l'hectare. Les risques étaient minimes, le rendement moyen de la région étant d'environ 900 kg/ha.

Ce fut une mauvaise année; à cause de l'été chaud et sec, la plupart des rendements se sont réduits à 600 kg/ha. Cependant, ceux des producteurs inscrits au programme ont atteint la moyenne de 2,200 kg/ha avec un maximum de 3,600 et un minimum de 1,100. Les recettes de l'agriculteur qui a enregistré le moins bon rendement parmi les 27 ont néanmoins été quatre fois supérieures à celles de ceux ayant pratiqué les méthodes de cultures habituelles. La coopérative dont les bénéfices ont été minimes ou nuls a toutefois recouvré son capital.

Le personnel du projet estime cependant que le plan ne fut qu'un demi-succès. On a commis quelques erreurs. Le manque de semences et des difficultés administratives ont retardé l'ensemencement et certains producteurs ont consacré leurs moins bonnes terres à cette expérience. On a résolu les difficultés administratives, éliminé les mauvaises terres, et, si le temps le permet, 1975 connaîtra une production encore plus importante. D'autres producteurs désirent se joindre au programme que l'on développe pour y ajouter des cultures telles que les oignons, les tomates et le blé.

Il y aura aussi de nouvelles difficultés; la situation relative aux semences empire depuis un an. Cependant, l'enthousiasme suscité par les résultats de la première année et l'expérience acquise par le personnel de l'ICA feront sous peu naître une agriculture orientée à des fins autres que la simple survie.

Le partage égal à Cuba

Il se peut qu'une loi intervienne bientôt en faveur des épouses cubaines qui, travaillant à l'extérieur, désirent que leurs maris les aident aux tâches quotidiennes du ménage. Le gouvernement cubain propose en effet un nouveau Code familial qui obligerait les époux des femmes employées à plein temps à participer à 50 pour cent au moins des travaux ménagers et des soins aux enfants.

Selon le Professeur Barent Landstreet Jr., du département de Sociologie à l'université Queens, qui a fait une étude démographique à Cuba, ce Code vise à encourager les femmes mariées à travailler à l'extérieur de leur foyer et d'accroître ainsi la proportion productive de la population cubaine. C'est une manière, dit-il, pour les cubains qui ont rejeté le principe du contrôle de la population d'essayer de s'attaquer indirectement par une planification socio-économique aux problèmes démographiques.

Cuba n'a pas de politique précise pour maintenir un taux spécifique d'accroissement démographique. Malgré la distribution gratuite, même dans les régions les plus reculées, de services de planification familiale incorporés à l'ensemble des services de santé, le gouvernement ne manifeste aucun intérêt à l'égard du contrôle démographique. Cuba, dit le Profes-

seur Landstreet est "une petite île qui suit une politique de laissez-faire dans une société, par ailleurs, hautement planifiée."

Suivant une politique similaire à celle adoptée par l'Union Soviétique, Fidel Castro a déclaré en 1968: "Selon la philosophie impérialiste l'homme n'est pas sur terre pour faire des révolutions et la femme n'est pas là pour procréer." Même si Cuba a légèrement changé d'attitude à l'égard de la régulation des naissances, sa position officielle demeure que les programmes de régulation des naissances sont inutiles à moins d'être reliés à des changements structuraux socio-économiques.

De là les tentatives du Gouvernement cubain d'augmenter la main-d'oeuvre dans chaque famille au moyen de la régulation de la migration rurale-urbaine, de l'emploi de personnel volontaire et militaire ainsi que de l'expansion d'un système d'éducation mixte partagé entre l'étude et le travail, expérience qui a débuté dans les écoles secondaires et s'étend graduellement aux niveaux universitaire et primaire. Cette expérience, unique à la République cubaine, dit le Professeur Landstreet, consiste à essayer de changer la structure nationale de l'emploi plutôt que de changer la structure démographique.